

Un sommet extraordinaire des Quinze contre le terrorisme

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les Quinze vont se retrouver vendredi 21 septembre à Bruxelles pour un Conseil européen extraordinaire, afin de marquer leur émotion et leur solidarité à l'égard des Etats-Unis, et leur détermination à intensifier leur coopération contre le terrorisme. Cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, qui prendra la forme d'un dîner, a aussi pour but de renforcer l'unité des Européens, laquelle devrait les aider à rester les interlocuteurs de Washington, voire à influencer un tant soit peu la réplique militaire de l'Amérique. Les risques de divergences européennes diminueront si la riposte américaine est ciblée et fondée sur des faits avérés », souligne un haut diplomate.

L'idée avait été émise mercredi 12 septembre par le chancelier allemand Gerhard Schröder, dans une intervention au Bundestag, et la proposition a été faite par la France et l'Allemagne. Dans un premier temps, la présidence belge de l'Union européenne avait émis des réticences, soulignant que les Quinze pouvaient difficilement se réunir à ce niveau sans résultats concrets. Or, il semblait difficile, la semaine dernière, d'avancer des propositions précises si tôt après le drame qui avait endeuillé l'Amérique.

VERS UN ESPACE JUDICIAIRE COMMUN

La rencontre intervient dans la suite de la déclaration des Quinze du vendredi 14 septembre, jour de deuil en Europe comme aux Etats-Unis. Dans ce texte, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient

insisté sur la nécessité de donner une impulsion à la lutte antiterroriste et à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), notamment sur un domaine pratiquement jamais abordé au niveau communautaire : la coopération en matière de renseignement. Ils avaient également souligné l'urgence de créer un « véritable espace judiciaire européen », ce qui

retrouver les 22 et 23, à Liège, où ils parleront eux aussi des conséquences économiques des attentats. Les chefs d'Etat et de gouvernement vont donc s'efforcer de montrer que leurs témoignages de solidarité s'accompagnent de décisions concrètes.

Leur rencontre aura aussi pour objet de faire le point à quinze, après une série de contacts bilaté-

Vers une disparition de la procédure d'extradition

Les ministres de la Justice et de l'Intérieur des Quinze examineront, jeudi 20 septembre, une proposition de loi européenne créant un mandat d'arrêt européen, qui permettrait d'arrêter une personne poursuivie pour acte de terrorisme sans recourir à une procédure d'extradition. La disparition de la procédure d'extradition – souvent refusée par les Etats, soucieux de protéger les personnes qui se trouvent sur leur territoire – constitue une révolution juridique. La convention de 1996 qui prévoit l'extradition automatique en cas d'acte de terrorisme n'est jamais entrée en vigueur, faute d'Etats pour la ratifier, à commencer par la France.

Les ministres devront aussi trouver une définition commune de la notion d'acte de terrorisme. Devraient être qualifiés d'« actes de terrorisme » un certain nombre d'infractions de droit commun commises dans le but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur. – (Corresp.)

implique la création d'un « mandat européen d'arrestation et d'extradition ».

Le dîner de vendredi aura été précédé, jeudi, par un conseil extraordinaire des ministres de l'intérieur de l'Union, au cours duquel plusieurs de ces questions auront été abordées. Les ministres des transports se sont réunis, vendredi, pour discuter des mesures destinées à renforcer la sûreté dans le transport aérien, et leurs homologues des finances doivent se

raux ces jours-ci. Le président Jacques Chirac devait être reçu par George Bush à la Maison Blanche mardi soir et rencontrer le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à New York le lendemain. Le premier ministre britannique, Tony Blair, ira s'entretenir à Berlin avec le chancelier Gerhard Schröder mercredi, puis il passera par Paris où il verra Jacques Chirac jeudi matin, avant de partir lui-même pour Washington.

La « troïka » européenne, com-

posée de Louis Michel, ministre belge des affaires étrangères, dont le pays préside l'Union ; Javier Solana, haut représentant de l'UE pour la politique extérieure et de sécurité commune, et Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, se rendent également à Washington, jeudi. Les dirigeants européens mettront en commun leurs informations et leurs impressions vendredi soir, en particulier s'agissant de la réplique aux attentats. Il est vraisemblable qu'ils profiteront de l'occasion pour évoquer la situation au Proche-Orient, en appelant les parties à reprendre les négociations, mais peut-être plus encore pour convaincre le monde musulman en général que la réplique aux attentats aux Etats-Unis ne doit en aucun cas être ressentie comme un affrontement entre l'Islam et le monde occidental.

La rencontre de vendredi doit montrer que les Européens ne répondent pas seulement sur le plan militaire mais aussi au niveau politique : « commencer par témoigner de notre solidarité via l'OTAN a été difficile à accepter pour beaucoup de partis de gauche en Europe, notamment en Allemagne », insiste un diplomate. L'autre volet du « message » politique que le dîner de vendredi est censé adresser consiste à insuffler un peu d'optimisme à l'opinion publique européenne et aux investisseurs, susceptibles d'être découragés par la dégringolade des marchés financiers.

Arnaud Le parmentier
et Laurent Zecchini